



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada



Canada

*Rapport sur
le Fonds
pour le
désarmement*

*Ministère des
Affaires extérieures*



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20072400 6

DOCS

CA1 EA360 85D37 EXF

Disarmament Fund report

43241663

0081878609



*Rapport sur
le Fonds
pour le
désarmement*

*Ministère des
Affaires extérieures*

Table des matières

Le Fonds pour le désarmement	1
Critères d'admissibilité au Fonds pour le désarmement	8
Présentation d'une demande	10
Contributions et subventions du Fonds pour le désarmement (AF 1984-1985)	12
Soutien additionnel	26
Relations diplomatiques	27

Ayant-propos du secrétaire d'État aux Affaires extérieures



Le très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État
aux Affaires extérieures

Le Canada a la chance de compter sur un large éventail de personnes et d'organismes possédant une connaissance approfondie du caractère complexe des efforts déployés pour assurer la paix, la sécurité et le désarmement. Grâce au Fonds pour le désarmement, le ministère des Affaires extérieures cherche activement à sensibiliser davantage les Canadiens à ces problèmes et à les encourager à amorcer, lors de rencontres, une réflexion judicieuse à propos du contrôle des armements et du désarmement, dans le but d'établir un dialogue constructif à ce sujet avec leur gouvernement. Une sensibilisation et une participation accrues du public nous aideront à apporter une contribution spécifiquement canadienne à la solution internationale de ces questions.

Je crois qu'il est essentiel que les Canadiens jouent un rôle plus actif dans l'étude de ces questions fondamentales qui touchent profondément chacun d'entre nous. Je suis heureux que le ministère des Affaires extérieures puisse encourager ces efforts par l'entremise du Fonds pour le désarmement.

Le 29 mars 1985

Douglas Roche

Remarques de l'Ambassadeur au désarmement

« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »

Constitution de l'UNESCO

Partout au Canada, un nombre important de groupes et de personnes s'active pour mieux faire connaître au public en général les problèmes cruciaux de la paix et de la sécurité dans le monde d'aujourd'hui.

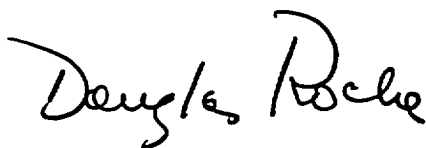
Des dizaines de milliers d'enseignants, de chefs de sectes religieuses, d'avocats, de savants, d'étudiants et de parents consacrent de leur temps et de leurs efforts à toute une gamme d'activités à la fois politiques et éducatives.

Les activités éducatives de ce groupe toujours croissant de Canadiens sont à l'origine de changements profonds. Les nombreux colloques, débats publics et conférences organisés partout au pays, de même que les centaines de publications produites, revêtent une importance fondamentale pour faire comprendre au public le caractère complexe et terrible de la course aux armements.

Les organisations non gouvernementales sont particulièrement en mesure de jouer un rôle unique dans la formation d'une opinion publique éclairée, qui pourra contribuer au processus politique et, de ce fait, à la conception, à la mise en œuvre et à l'appui de lignes de conduite qui feront avancer la cause de la paix dans la liberté et la justice.

Le Fonds pour le désarmement tiendra une place de plus en plus prépondérante en ce qu'il favorisera une meilleure compréhension de l'une des questions les plus décisives de notre époque.

L'Ambassadeur au désarmement



Douglas Roche

Le Fonds pour le désarmement

- En juin 1985, quelque 400 représentantes de groupes de femmes du Canada et de l'étranger se réuniront à l'Université Mount St. Vincent d'Halifax, afin de discuter des options ouvertes aux femmes dans les négociations pour la paix et de partager leurs expériences et leurs idées sur différentes méthodes de résoudre des conflits et d'instaurer la confiance au sein de la communauté mondiale.
- Des chercheurs de l'Institut du droit aérien et spatial de l'Université McGill entreprennent des projets de recherche sur le contrôle des armements, le désarmement et l'espace, notamment l'identification des activités militaires spatiales et la nécessité d'un traité international pour réglementer les activités militaires spatiales.
- Les activités de Project Ploughshares pour 1985 comprennent des projets de recherche et de documentation, des publications, des activités pour la semaine de désarmement et un congrès national, le tout s'inscrivant sous le grand thème du désarmement et du développement.
- Le Prairie Christian Training Centre, de Fort Qu'Appelle (Saskatchewan), a tenu en septembre 1984 un atelier du pacifisme pour la région des Prairies, réunissant des groupements religieux de la région afin de discuter de projets d'éducation et de recherche sur la paix.
- Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement d'Ottawa s'occupe d'un large éventail d'activités, dont un programme de recherche, l'organisation de conférences et de colloques et la promotion de l'éducation du public sur les questions du contrôle des armements et du désarmement.
- La Faculté des arts de l'Université de Moncton organise en mai 1985 un congrès international qui réunira plus de 500 participants sous les thèmes de la politique, les armes et la paix, le développement et la paix, et l'éducation et la paix.
- Le Peace Research Institute de Dundas (Ontario) a des activités de recherche, de publication et d'éducation reconnues tant au Canada qu'à l'étranger. Ses publications les plus réputées comprennent le *Peace Research Abstracts Journal*, qui résume des articles et des livres traitant de questions touchant la paix, et les *Peace Research Reviews*.



Ce ne sont là que quelques-uns des 149 groupes, organismes et particuliers qui ont jusqu'à maintenant reçu une aide financière du Fonds pour le désarmement du ministère des Affaires extérieures. En créant le Fonds au cours de l'année budgétaire 1980-1981, le gouvernement du Canada voulait encourager les Canadiens à s'engager dans des activités de discussion, de recherche et d'information sur les questions relatives au désarmement et au contrôle des armements et à apporter leur contribution aux discussions sur ces questions, tant au Canada qu'à l'échelle internationale.

vités de recherche et d'information au Canada et d'encourager chez les Canadiens une discussion pondérée sur les grandes questions dans les domaines du désarmement et du contrôle des armements. Cette décision donnait suite à la première session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement (UNSSOD I), tenue en 1978, où l'on avait demandé aux pays membres d'accroître leurs efforts dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de l'information sur les questions relatives au désarmement et au contrôle des armements. Le gouvernement canadien avait alors fourni une contribution initiale de 60 000 dollars en 1980 pour permettre au ministère des Affaires extérieures de créer le Fonds pour le désarmement au sein de la Direction du contrôle des armements et du désarmement. Au départ, le Fonds pour le désarmement comportait un volet de contributions qui se limitait principalement à l'aide aux groupes voulant inviter des conférenciers. Les modalités régissant les contributions furent élargies en 1982 pour englober l'aide aux institutions de recherche et d'enseignement au Canada. Les critères d'admissibilité ont été étendus une fois de plus par la création d'un volet de subventions au cours de l'année budgétaire 1983-1984.

Des contributions peuvent être versées à partir du Fonds à toute organisation non gouvernementale tout groupe universitaire ou d'intérêt public, officiel ou non, ou toute personne, au Canada, désirant s'engager dans des discussions pondérées, des travaux de recherche, des activités de publication ou de distribution de documentation touchant le désarmement ou le contrôle des armements ou portant sur les questions de désarmement dans le cadre d'un programme plus large.

Contexte

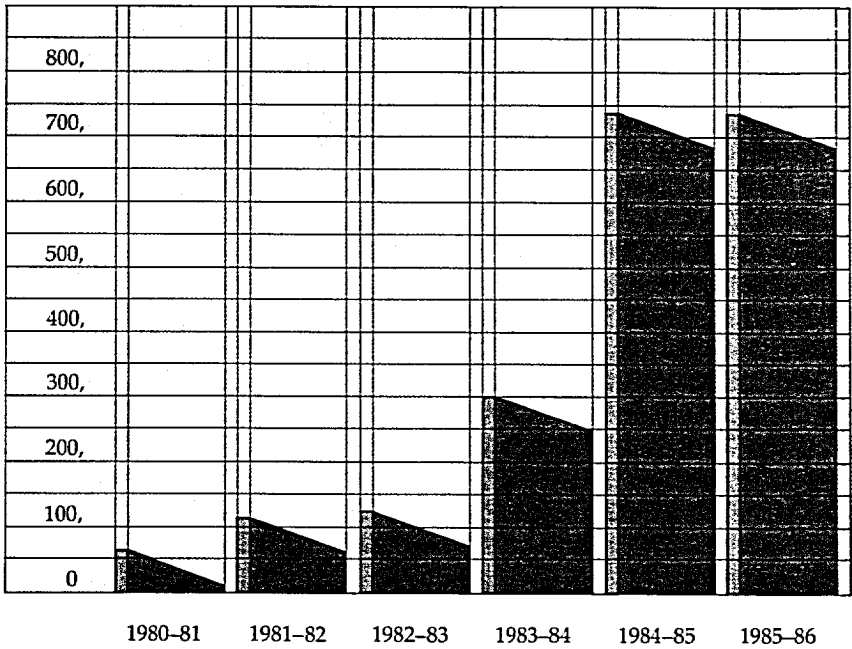
C'est en 1979 qu'il a été décidé d'établir un Fonds pour le désarmement, afin de stimuler les acti-



Total des déboursés au titre du Fonds pour le désarmement depuis l'année financière 1980 – 1981 (y compris les contributions, les subventions, les dépenses contractuelles et les coûts des publications.)

■ en milliers de dollars

Prévision



3

Dépenses du Fonds pour le désarmement

Au cours de l'année budgétaire 1980-1981, des sommes de 58 000 dollars ont été versées à partir du Fonds pour le désarmement, montant qui est passé à 108 000 dollars pour l'année 1981-1982. Parmi les principaux bénéficiaires

figuraient le Project Ploughshares, qui avait besoin d'une aide pour financer ses activités dans le cadre de la semaine du désarmement de 1981, le Peace Research Institute, de Dundas (Ontario), la Canadian Peace Research Education Association et le Canadian Pugwash Group,



pour contribuer aux frais d'une importante conférence sur le désarmement tenue à Banff (Alberta) en août 1982. Une partie du Fonds a également servi à diffuser de la documentation sur le désarmement et le contrôle des armements auprès des Canadiens intéressés. En premier lieu, les bibliothèques universitaires de dépôt du Canada ont reçu les documents relatifs à la conférence sur le désarmement de Genève pour les années 1974 à 1980, de façon à ce que les chercheurs puissent consulter une documentation complète. Grâce à ces documents, les chercheurs canadiens sont mieux en mesure d'analyser les questions soulevées par les efforts récents en vue d'en arriver à une entente sur le contrôle de divers types d'armements.

Pour l'année budgétaire 1982-1983, les déboursés à partir du Fonds pour le désarmement atteignaient presque 110 000 dollars pour appuyer un total de 21 projets. On comptait notamment des contributions à Peace Unearth, pour la mise au point d'un répertoire des organismes pacifistes canadiens, au Couchiching Institute, à la Physicians for Social Responsibility et à l'Association canadienne pour les Nations unies.

En 1983-1984, le Fonds pour le désarmement a permis des déboursés de 300 000 dollars à

l'endroit de 41 projets. Une partie des nouveaux fonds est allée à une série de publications pour les recherches et études financées par le gouvernement dans le domaine du désarmement. Cette série comprenait entre autres choses les travaux de recherche du professeur Bruno Schiefer du Toxicology Research Centre de l'Université de Saskatchewan sur l'utilisation possible d'armes chimiques au Laos et au Kampuchea.

Le Fonds pour le Désarmement aujourd'hui : 753 000 dollars

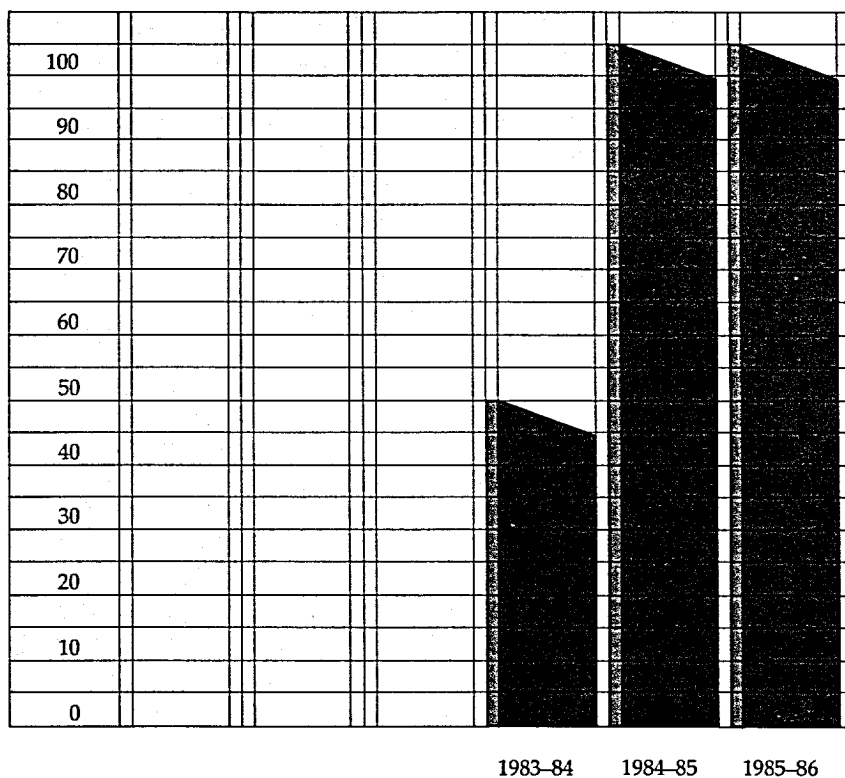
Pour l'année budgétaire 1984-1985, le total des affectations en subventions et en contributions du Fonds pour le désarmement atteint 575 000 dollars, avec 178 000 dollars de plus pour des contrats de recherche et de publication. Cette aide a été versée à un total de 53 bénéficiaires, dont le Centre de recherches sur le droit aérien et spatial de l'Université McGill et une coalition de 26 groupes de femmes qui organisent une conférence sur les options ouvertes aux femmes dans les négociations pour la paix, laquelle aura lieu en juin 1985 à l'Université Mount St. Vincent d'Halifax. Les organismes Canadian Institute for International Affairs, Science for Peace, Canadian Coalition Conference Plan-



Subventions accordées par le Fonds pour le désarmement depuis l'année financière 1983 – 1984

■ en milliers de dollars

Prévision



5
|
|
|
|
|
|
|
|
|
|

ning Committee et Canadian Disarmament Information Service figurent également parmi les bénéficiaires d'une aide financière. Le Fonds pour le désarmement a également servi à fournir des

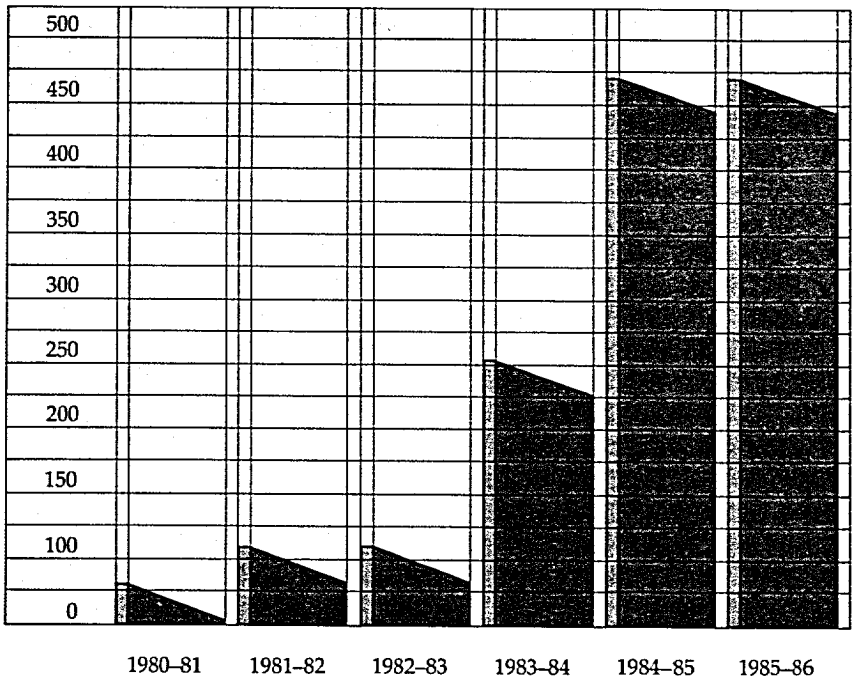
contributions servant surtout à l'organisation de conférences dans plusieurs établissements d'enseignement postsecondaire, notamment l'Université de Moncton, l'Université Laval,



Contributions provenant du Fonds pour le désarmement depuis l'année financière 1980-1981

■ en milliers de dollars

Prévision



Critères d'admissibilité au Fonds pour le désarmement (au 29 mars 1985)

A. Volet de contributions

Les bénéficiaires de contributions provenant du Fonds peuvent être toute organisation non gouvernementale, groupe universitaire ou d'intérêt public, officiel ou non, ou particulier s'occupant de discussions pondérées, de travaux de recherche, de diffusion d'information ou de publication de documentation sur le contrôle des armements et le désarmement, de façon exclusive ou dans le cadre d'un programme plus large. Le Fonds pour le désarmement pourra contribuer aux frais d'un projet seulement s'il est déterminé que ce dernier favorisera une *discussion pondérée* sur les questions relatives au désarmement et au contrôle des armements.

Les articles de dépenses suivants peuvent donner droit à une contribution :

Conférences et colloques

- Certains frais pour l'organisation de conférences ou colloques au Canada liés directement aux questions de désarmement et de contrôle des armements.
- Les frais de déplacement d'un nombre limité de conférenciers, de personnes-ressources ou, exceptionnellement, de participants de l'extérieur à des conférences ou colloques.

Publications

- Le Fonds pour le désarmement peut servir à la publication de documentation, de périodiques ou de collections de livres et de films préparés dans une perspective réfléchie par des groupes ou organismes pour consultation par le public en général et à titre de référence. Au moment de la demande, il faut présenter une description détaillée de ce que l'on désire publier ou acheter (soit le titre, la publication, les frais d'impression). Cette catégorie peut comprendre par exemple la publication du compte-rendu de conférences ou de colloques; toutefois, ces demandes particulières ne seront étudiées qu'après la tenue d'une conférence.

Équipement

- Les demandes d'investissement en équipement peuvent être étudiées, mais chaque cas sera analysé distinctement et seulement dans des circonstances exceptionnelles.

Éducation

- La possibilité d'un financement ne sera envisagée que pour les propositions de nature éducative touchant des projets de recherche valables sur le plan scientifique pouvant mieux faire connaître les questions de



désarmement et de contrôle des armements au Canada et pouvant avoir une incidence sur les exigences opérationnelles régulières du gouvernement du Canada.

- Un financement pourrait également être accordé pour la publication et la diffusion des renseignements provenant de ces projets.

Précisions

Habituellement, les dépenses suivantes ne sont *pas admissibles* à une contribution :

- frais de lancement d'un organisme;
- frais administratifs ou réguliers d'un organisme, comme les salaires, les locaux ou les frais téléphoniques;
- frais de conférences ou projets à l'étranger;
- projets pour intégrer du matériel pédagogique sur le désarmement et le contrôle des armements au programme des écoles publiques ou secondaires;
- paiement d'honoraires à un orateur invité à une conférence ou à un colloque.

B. Volet de subventions

- Le volet de subventions du Fonds peut couvrir les honoraires de conférenciers et, dans le cas d'une publication, la rémunération de rédacteurs. Les demandes de subventions visant des frais précis de fonctionnement ou d'organisation peuvent être étudiées, mais chaque cas sera analysé distinctement et seulement dans des circonstances exceptionnelles.

Précision

- Les programmes d'échanges pour la recherche, la culture ou l'éducation ou les programmes ou projets de relations publiques servant principalement à promouvoir les activités internes ne sont *pas admissibles* à une subvention.



Présentation d'une demande

Une demande d'aide financière doit être présentée en remplissant le formulaire à cet effet, que l'on peut obtenir à l'adresse suivante :

Secrétaire du Fonds pour le désarmement
Direction du contrôle des armements et du désarmement
Ministère des Affaires extérieures
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

10

Le formulaire de demande de contribution doit contenir le plus de détails possible. Pour qu'une demande soit étudiée, il est essentiel de donner tous les renseignements demandés, avec un budget indiquant les autres sources de financement et une ventilation de la façon dont seront utilisés les fonds demandés. Dans le cas des conférences, il faut également joindre le programme définitif et une liste des conférenciers qui ont confirmé leur présence.

Le Comité des subventions et contributions du Fonds pour le désarmement se réunit périodiquement pour étudier les

demandes de financement ; il est constitué de l'Ambassadeur au désarmement, du directeur général de la Direction générale de la sécurité internationale et du contrôle des armements, du directeur de la Direction du contrôle des armements et du désarmement et du secrétaire du Fonds pour le désarmement (ou de leurs remplaçants le cas échéant). Pour assurer l'utilisation la plus efficace possible des fonds accordés, le Comité évalue chaque demande en tenant compte des objectifs du gouvernement canadien et en se fondant sur sa perception de l'utilité du projet présenté dans la promotion d'une discussion pondérée sur les questions de désarmement et de contrôle des armements au Canada.

L'un des facteurs importants pour mesurer l'intérêt et l'appui publics suscités par une activité et déterminer le montant d'une contribution éventuelle à partir du Fonds pour le désarmement est la mesure dans laquelle on a obtenu un financement d'autres sources.



Responsabilité financière

On demandera aux bénéficiaires d'une aide financière de signer une entente de contribution avec le ministère des Affaires extérieures, décrivant les modalités régissant l'acceptation de la contribution. Après la signature de cette entente, le chèque sera expédié par la poste au récipiendaire.

Dans les *soixante jours civils* suivant l'activité ou le versement des fonds, le récipiendaire doit fournir un rapport général sur l'événement et un état financier détaillé indiquant l'ensemble des frais du projet et les dépenses couvertes par la contribution du Fonds pour le désarmement. Les contributions doivent être dépensées aux fins approuvées par l'autorisation et toute partie inutilisée doit être remboursée au Fonds pour le désarmement au moment de la production de l'état financier.

Les subventions ne sont pas assujetties à ces règles comptables, car elles constituent des versements inconditionnels pour lesquels une vérification comptable n'est pas exigée. Il est néanmoins préférable de conserver les reçus et les registres de base pour une certaine période après la réception de la subvention.



Contributions et subventions du Fonds pour le désarmement (AB 1984-1985)

A. Aide aux établissements de recherche et d'enseignement — contributions

Participation à une conférence, tenue en mai 1984 à Ditchley Park, intitulée « The Means of Settling Disputes Peacefully in Present Times : Insulation of Disputes from the Superpower Rivalry ». Présentée par la Ditchley Foundation. Prof. Henry Wiseman, Department of Political Studies, Université de Guelph.

600 \$

Centre for International Studies de l'Université de Toronto —

12

Contribution pour les frais de déplacement, d'hébergement et connexes des conférenciers invités à la conférence sur les institutions canadiennes et internationales de sécurité, tenue les 14 et 15 juin 1984 au Trinity College de l'Université de Toronto.

3 250 \$

Université Carleton, Programme des conférenciers —

Conférenciers invités pour un cours de dernière année de premier cycle intitulé « Technology and Society : The Arms Race », qui étudiait divers aspects de la course aux armements, en particulier les obstacles au contrôle des armements.

1 700 \$

Centre de recherches de droit aérien et spatial
(un organisme autonome de l'Institut de droit
aérien et spatial de l'Université McGill) —
Contribution à l'endroit d'un cours sur le désar-
mement et le contrôle des armements, compre-
nant une série de conférences sur la militarisation
de l'espace, et à l'endroit de l'acquisition d'une
collection de livres sur le désarmement et le con-
trôle des armements pour la bibliothèque du
Centre. Jean-Louis Magdelénat, directeur adjoint,
Institut de droit aérien et spatial de l'Université McGill. 16 750 \$

Université York — Conférence sur les mesures
de confiance et de sécurité — 13
Prof. R.B. Byers, Research Program in Strategic
Studies, Université York. Conférence inter-
nationale sur les mesures de confiance et
publication du compte-rendu. —————
Montréal, les 15 et 16 octobre 1984. 15 000 \$

Université Simon Fraser — Conférence intitulée
« Deciding to Disarm : The Paradoxes of
Confrontation », du 12 au 14 octobre 1984.
Les discussions portaient sur les problèmes con-
ceptuels et philosophiques inhérents au processus
de décision pour le désarmement et le contrôle
des armements. 15 000 \$



**Aide aux établissements de recherche et
d'enseignement — contributions (cont.)**

Université Carleton (Ottawa),
Technology, Society and Environment Studies
Committee —
Publication d'une brochure tirée d'une conférence
intitulée « The Politics and Economics of
Reversing the Arms Race », prononcée par le
professeur S. Melman de l'Université Columbia. 1 890 \$

B. Autres contributions

14

=====
=====
=====
=====
=====
=====
=====
=====
Institut canadien des affaires internationales —
Contribution pour la conférence sur la sécurité
internationale et le mouvement pacifiste et pour
la publication d'une monographie sur la politique
canadienne de sécurité et le mouvement pacifiste
canadien. Toronto, juin 1984. 13 500 \$

International Ocean Institute —
Participation au colloque Pacem Maribus XIII sur
la dénucléarisation des océans, tenu à Stockholm
du 11 au 14 mai 1984.
Prof. Elizabeth Borgese, Department of Political
Science, Université Dalhousie, Halifax (N.-É.). 1 200 \$

Mouvement étudiant Pugwash/Club des relations
internationales —
Session d'études sur les politiques stratégiques
Thème : « Washington, a Strategic Study Think Tank »
Contribution pour défrayer une partie des coûts
reliés à un voyage d'étude sur les politiques straté-
giques, qui a eu lieu à Washington du 6 au 11 mai 1984. 2 000 \$

Association canadienne des Nations unies —
Dix documents de travail au cours de l'année
financière 1984-1985, dont six sur le désarme-
ment, pour fournir de façon concise des données
concrètes sur d'importantes questions interna-
tionales comme le désarmement et le contrôle
des armements, à titre de documentation pour
les écoles secondaires, les collèges, les universités
et les étudiants partout au pays. 17 931,50 \$

World Conference on Religion for Peace —
Contribution pour les frais d'un billet d'avion
afin de participer à la conférence mondiale à
Nairobi, du 23 au 31 août 1984. 1 490 \$
Thème : « Religion for Human Dignity and World Peace ».

World Federalists of Canada
Contribution pour les frais de déplacement et
d'hébergement des conférenciers à la conférence
intitulée « Harmony for a Small Planet : Creative
Approaches to Peace and Security », le 19 mai
1984, au Collège Glendon, Toronto. 300 \$

Project Ploughshares —
Contribution de 20 000 \$ pour les frais
d'activités en 1984 :
— expansion du centre de recherche et de
documentation;
— diffusion de l'information et éducation du
public;
— renforcement des groupes locaux et de la
participation communautaire;
— activités de la semaine du désarmement
de 1984. 20 000 \$

Prairie Christian Training Centre —
Contribution à l'endroit des frais de publicité
pour un atelier pacifiste régional, du 14 au
16 septembre 1984, à Fort Qu'Appelle (Saskatchewan). 878 \$



Autres contributions (suite)

Forum sur les politiques nucléaires —
Débat public, hôtel de ville d'Ottawa, le 6 mars
1984. Thème : La stratégie nucléaire de
l'OTAN empêchera-t-elle la guerre?
L'objectif était d'offrir au public l'occasion de
comparer les deux côtés d'une question cruciale
pour tous les Occidentaux qui s'intéressent au
moyen le plus efficace de préserver la paix.
Les points de vue étaient présentés par
C.R. Nixon et William Epstein. 520 \$

16

Association planétaire pour l'énergie propre —
Contribution pour les frais d'édition, d'impression
et de distribution du compte-rendu de la confé-
rence intitulée « Conference on Peace : 1984 and
After », tenue les 22 et 23 octobre 1983 à Ottawa. 16 450 \$

Institut d'études pédagogiques de l'Ontario
(OISE) —
Contribution pour les frais relatifs à une confé-
rence intitulée « Women and Education for Peace
and Non-Violence », tenue à Toronto les 29 et
30 septembre 1984. Cette conférence donnait
l'occasion aux spécialistes canadiens de l'histoire
des femmes et de l'éducation pour la paix de se
rencontrer et de rencontrer certains spécialistes
étrangers. 1 160,20 \$

Operation Dismantle, Quinte Branch,
Quinte Peace Film Festival —

Le festival présentait une variété de films traitant de la guerre nucléaire, de la course aux armements et du désarmement et du contrôle des armements, la projection étant suivie d'une discussion avec des représentants des gouvernements des États-Unis, du Canada et de l'Union soviétique. Belleville (Ontario), les 14 et 15 septembre 1984.

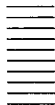
1 287,10 \$

Université Trent —

Série de conférences publiques sur la course aux armements, les armes nucléaires et leur effet, tenues du 25 septembre au 23 octobre 1984, avec la conférence principale le 27 octobre, à Peterborough (Ontario).

1 570 \$

17



Service d'information sur le désarmement
(Montréal) —

Contribution versée en septembre 1984 pour l'acquisition de livres et de films en français et d'équipement pour le Service.

5 000 \$

Autres contributions (suite)

Voix des femmes —

Une coalition de groupes de femmes organise une conférence sur les options ouvertes aux femmes dans les négociations sur la paix, qui aura lieu du 5 au 9 juin 1985 à l'Université Mount St. Vincent. On attend 400 participantes du Canada et de l'étranger, qui échangeront leurs expériences et leurs idées pour mettre au point des options de négociation en vue de la paix. Les options seront présentées en juillet 1985 à la session extraordinaire des Nations unies, qui aura lieu à Nairobi, pour marquer la fin de la décennie de la femme. Ce groupe recevra une autre contribution de 50 000 \$ pour l'année budgétaire 1985-1986, soit 150 000 \$ au total.

100 000 \$

Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement —

Atelier-symposium intitulé « Search for Common Ground ». Cet événement a réuni à Ottawa, en décembre 1984, un groupe varié de spécialistes en contrôle des armements, de représentants des mouvements pacifistes, de journalistes, de représentants des ministères des Affaires extérieures et de la Défense nationale et du Bureau du Conseil privé, des gens d'affaires et des syndicalistes.

5 600 \$

Canadian Pugwash Group —

Contribution à l'endroit des frais d'impression et de distribution du livre intitulé « We Can Avert a Nuclear War », octobre 1984.

1 300 \$

Interfaith Program for Public Awareness on
Nuclear Issues (Toronto) —

Contribution à l'endroit de la troisième séance
des audiences tenues par le programme sur les
questions nucléaires et la participation du
Canada à la course aux armements nucléaires,
en novembre 1984.

10 580 \$

Science for Peace —

Contribution à l'atelier interuniversitaire sur
l'éducation pour la paix, tenu en novembre 1983
à l'Université York de Toronto. On voulait mieux
faire comprendre à la communauté universitaire
sa contribution possible à la promotion de la paix.

500 \$



Autres contributions (suite)

Université Laval —

Contribution pour l'organisation du colloque « Le militarisme et le pacifisme » à l'Université du Québec à Chicoutimi, du 22 au 25 mai 1985. Le rôle du colloque consiste à faire apparaître la diversité des mouvements qui s'intéressent à ces problèmes ainsi que les fondements ou approches qui sous-tendent une analyse. Albert Legault, Département de sciences politiques, Université Laval.

6 827,10 \$

- 20 Canadian Disarmament Information Service —
Contribution versée en janvier 1985 pour aider à la publication du calendrier de la paix, qui vise à présenter aux Canadiens une approche équilibrée et instructive aux questions de désarmement et de contrôle des armements.

20 000 \$

Université York —

Contribution à l'endroit des dépenses pour une conférence intitulée « The Third Review of the NPT — A Time for Reassessment : Non-Proliferation and Global Security », les 16 et 17 mai 1985, à l'université York. David Dewitt, professeur associé, Political Science. La conférence permettra une discussion informée sur l'avenir du régime de non-prolifération.

20 000 \$



Université de Moncton —

Contribution pour l'organisation du colloque sur la paix à l'Université de Moncton, du 8 au 10 mai 1985.

Objectifs :

- sensibiliser le plus de monde possible aux causes de la guerre et aux stratégies qui peuvent favoriser la paix internationale,
- susciter dans le milieu des engagements en faveur d'une paix qui permettrait la libération des personnes et des peuples.

15 000 \$

Physicians for Social Responsibility
(Vancouver) —

Contribution à l'endroit des dépenses pour une conférence intitulée « Nuclear War : The Search for Solutions », du 19 au 21 octobre 1984 à Vancouver, et pour la publication du compte-rendu de la conférence.

20 000 \$

Université Saint Mary's —

Achat de documentation sur le désarmement et le contrôle des armements pour l'International Education Centre, université Saint Mary's, Halifax (Nouvelle-Écosse).

500 \$

Peace Research Institute (Dundas) —

Contribution pour l'achat d'équipement de traitement de texte.

15 000 \$

Institut Reford-McCandless International —

Contribution pour les activités de préparation en vue de la publication d'un guide à l'intention des organisateurs et des groupes de jeunes au Canada sur la façon d'organiser des activités en vue de stimuler l'intérêt à l'endroit des questions internationales, dont le désarmement et le contrôle des armements.

15 000 \$



Autres contributions (suite)

Project Ploughshares (Sarnia) —
Contribution à l'endroit des dépenses liées à
l'atelier intitulé « The Implications of the Arms
Race and Alternatives to It », tenu le 23 février 1985. 375 \$

Physicians for Social Responsibility (Canada) —
Contribution à l'endroit des dépenses pour une
conférence nationale intitulée « Waging Peace in
the Nuclear Age — a Family and Community
Affair », à Toronto, le 13 avril 1985. 15 000 \$

22

Science for Peace —
Contribution à l'endroit des dépenses pour un
symposium intitulé « European Security Require-
ments and MBFR Negotiations », à Toronto, les
6 et 7 mai 1985. 15 000 \$

Canadian Coalition Conference Planning
Committee —
Contribution à l'endroit des dépenses des
réunions préparatoires et de la conférence
nationale pour la constitution d'une coalition
des organismes intéressés au désarmement. 25 000 \$

Centre canadien pour le contrôle des
armements et le désarmement —
Contribution à l'endroit des dépenses pour une
série de colloques, l'expansion de la bibliothèque
du Centre et la distribution des publications du
Centre. 22 591 \$



Comité des ONG sur le désarmement au siège
des Nations unies —

Contribution pour les dépenses de publication,
d'impression et d'expédition postale du *Disarma-
ment Times* à des députés et à des organisations non
gouvernementales du Canada.

10 000 \$

C. Subventions

Association canadienne pour les Nations unies —
(voir contribution ci-haut)

Subvention s'ajoutant à la contribution pour
les documents de travail, AF 1984-1985.

4 000 \$

Peace Research Institute (Dundas) —

Publication du *Peace Research Abstracts Journal* et des
Peace Research Reviews.

18 800 \$

Project Ploughshares —

(voir contribution ci-haut)

Subvention à l'endroit des dépenses pour les
activités de 1984.

30 000 \$

Michel Fortmann —

Subvention pour l'embauchage d'un adjoint de
recherches en vue d'une étude sur le processus
de décision dans les mesures de confiance et
de sécurité.

Michel Fortmann, Département de sciences
politiques, Université de Montréal.

2 200 \$

Interprofessional Association for Nuclear Arms
Control (Toronto) —

Subvention versée en octobre 1984 à l'endroit
des dépenses liées à des activités d'information
et d'éducation et à des publications sur le contrôle
des armements nucléaires.

15 000 \$

23



Subventions (cont.)

Institut Reford McCandless International —
(voir contribution ci-haut)
Subvention pour permettre la préparation d'un
guide à l'intention des groupes de jeunes et
des jeunes organisateurs du Canada. 10 000 \$

D. Subventions d'engagement

24
Independent Commission on Disarmament and
Security Issues (Commission Palme) —
La subvention pour 1984-1985 a été versée afin
d'aider la Commission dans ses activités de
sensibilisation du public sur les questions de
désarmement et de sécurité internationale. Une
contribution de 160 000 \$ avait également été
versée pour l'AF 1980-1981. 25 000 \$

E. Contrats

Centre canadien pour le contrôle des
armements et le désarmement —
Organisation d'une réunion du Groupe consul-
tatif sur le contrôle des armements et le désarme-
ment, les 9 et 10 novembre 1984, à Ottawa. 35 000 \$

Institut de droit aérien et spatial, Université
McGill —
Contrat de cinq ans pour un projet de recherche
sur le désarmement, le contrôle des armements
et l'espace, portant notamment sur la détection
des activités militaires dans l'espace et la nécessité
d'un traité international régissant les activités
militaires dans l'espace. 56 504 \$

Université McMaster (Hamilton),
Dr K. Ross Parker, Department of Family
Medicine —

Contrat en vue d'un sondage auprès de
7 000 enfants canadiens pour connaître leur
attitude sur la vie dans un « monde nucléaire »
et leurs perspectives générales d'avenir.

20 000 \$

F. Affectations spéciales du ministère des Affaires Extérieures

Contribution versée en novembre 1984 à la
Campagne mondiale pour le désarmement des
Nations unies de 1984.

Le Canada avait également versé une contribution
de 100 000 \$ en mars 1983. Cette contribution
avait comme but de soutenir la Campagne mon-
diale pour le désarmement dans son effort pour
sensibiliser le public et chercher son appui à
l'endroit des objectifs des Nations unies en
matière de désarmement et de contrôle des armements.

100 000 \$

Centre canadien pour le contrôle des
armements et le désarmement —
Subvention annuelle pour aider le Centre dans
son programme de recherche, l'organisation de
conférences de travail et de groupes d'études et
la promotion de programmes d'éducation et de
sensibilisation des médias.

100 000 \$

25



Soutien additionnel

Le ministère des Affaires extérieures finance également d'autres activités de recherche et d'information du public dans le domaine. Ainsi, le Programme de vérification de la Direction du contrôle des armements et du désarmement participe à l'analyse du processus de vérification et à la recherche sur des techniques et des approches permettant de vérifier le respect d'ententes actuelles ou éventuelles sur le désarmement et le contrôle des armements. Le ministère des Affaires extérieures verse également une subvention permanente annuelle de 100 000 dollars au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, créé en 1983 pour promouvoir des activités de recherche et d'information et organiser des conférences de travail et des groupes d'étude sur le contrôle des armements et le désarmement.

Le 24 octobre 1984, M. Douglas Roche, Ambassadeur au désarmement, annonçait, à la Conférence des Nations unies pour les annonces de contributions à la campagne mondiale pour le désarmement, que le ministère des Affaires extérieures verserait une importante contribution de 100 000 dollars à la campagne. Il s'agissait de la deuxième contribution du genre versée par le Canada à la campagne mondiale pour le désarmement, témoignant de son appui

constant envers les efforts déployés par les Nations unies pour informer le public, l'éduquer et mieux lui faire comprendre les progrès réalisés dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements.

En 1984, le Parlement créait le nouvel Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, par l'adoption unanime d'un projet de loi parrainé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le financement de l'Institut provient d'un crédit parlementaire direct annuel et il est établi à 1,5 million de dollars pour 1984-1985, ce budget devant atteindre les 5 millions d'ici l'année budgétaire 1988-1989. L'Institut aura comme vocation d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et la sécurité internationales dans une perspective canadienne et il lancera, financera et mènera des activités de recherche dans ce domaine. Il aura également comme fonction de recueillir et de diffuser de l'information sur ces questions et d'encourager la discussion publique.



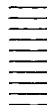
Relations diplomatiques

Le Fonds pour le désarmement s'inscrit dans un éventail beaucoup plus large d'activités du gouvernement canadien visant le domaine du contrôle des armements et du désarmement. Le gouvernement du Canada participe activement à un grand nombre de discussions bilatérales et multilatérales pour influencer le processus du désarmement et du contrôle des armements et y apporter une contribution particulière. Exception faite des superpuissances, le Canada est l'un des rares pays à être membre de presque tous les organismes de délibération ou de négociation pour le désarmement et le contrôle multilatéral des armements, notamment la Première Commission et l'Assemblée générale des Nations unies à New York; la Commission du désarmement des Nations unies; la Conférence du désarmement à Genève, l'organisme de négociation des Nations unies; les Négociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces; la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe.

Le Canada participe également à toutes les discussions sur le contrôle des armements au sein de l'OTAN et poursuit des dis-

cussions bilatérales avec ses alliés. De plus, il prend part régulièrement à des consultations détaillées sur le contrôle des armements avec l'Union soviétique et ses alliés est-européens, de manière bilatérale ou multilatérale.

Cette situation unique donne au Canada des responsabilités et des privilèges spéciaux pour garantir des progrès en vue d'une sécurité internationale véritable grâce à un niveau moins élevé d'armements, tant nucléaires que conventionnels. Le Canada n'œuvre pas seul à cette fin, il travaille de concert avec ses alliés de l'OTAN et les membres des Nations unies, mais il joue néanmoins un rôle de premier plan.



Commentaires

Université York

R.B. Byers, directeur, Research Programme in Strategic Studies

« Au nom de l'université et du programme, j'aimerais remercier le ministère des Affaires extérieures de sa généreuse contribution à l'endroit de notre conférence d'octobre sur les mesures de confiance et de sécurité. »

Club des relations internationales, Université de Montréal

Lucie Stojak, responsable du financement (congrès)

« (nous) aimerions profiter de cette occasion pour vous remercier encore une fois de votre apport financier. Vous avez grandement contribué au succès de notre congrès. »

28

Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (Ottawa)

John Lamb, directeur administratif

« Au nom du Centre, j'aimerais vous remercier, vous personnellement ainsi que les membres de votre Direction, pour tout le travail et la persévérance qui nous ont permis d'obtenir cette subvention. Grâce à elle, nous prévoyons maintenir et élargir les programmes de recherche et d'éducation publique du Centre dans le domaine du contrôle des armements. La volonté du gouvernement de nous appuyer dans cet effort est toute à son honneur. »

Département du désarmement des Nations unies (New York)

Jan Martenson, Sous-secrétaire général (Campagne mondiale pour le désarmement)

« Je suis particulièrement impressionné du fait que le Canada soit l'un des rares pays membres qui ait versé une double contribution au Fonds pour le désarmement. Nous vous remercions de votre générosité, qui contribuera certainement à l'atteinte des objectifs de la Campagne. »



Prairie Christian Training Centre
Fort Qu'Appelle (Saskatchewan)
Floyd Howlett, Education Resource Team

« Il me fait plaisir de vous annoncer que notre conférence a remporté un succès des plus satisfaisants, avec un total de 38 participants et leaders, provenant du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. . . Nous remercions la Direction du Fonds pour le désarmement d'avoir contribué à faire de cette conférence une réalité. »

Université de Toronto
Robert Spencer, directeur, Centre for International Studies

« Nous apprécions énormément le soutien généreux du Ministère à l'endroit de notre conférence sur le Canada et les institutions internationales de sécurité, qui a eu lieu les 14 et 15 juin 1984. »

29



World Federalists of Canada (Toronto)
Kathryn Pineau, présidente

« Nous vous remercions de votre appui et nous apprécions beaucoup le fait que le ministère des Affaires extérieures accorde des fonds pour des activités liées à la sécurité internationale. »

Canadian Disarmament Information Services
(CANDIS)(Toronto)

John O'Leary, directeur (Peace Calendar)

« Notre service et nos lecteurs apprécient énormément l'appui accordé par la Direction du contrôle des armements et du désarmement à cet effort d'éducation du public. »



Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (OISE)
Ruth Roach Pierson (Centre for Women's Studies in Education)

« J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier la Direction du contrôle des armements et du désarmement du ministère des Affaires extérieures dont l'importante contribution a concouru au succès de la conférence sur les femmes et l'éducation pour la paix et la non-violence, parrainée par le Centre for Women's Studies in Education de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. »



doc
CA1
EA360
85D37
EXF

External Affairs Affaires extérieures
Canada

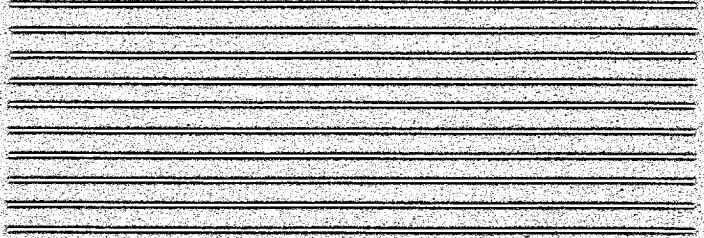
Canada



Disarmament Fund Report

*Department
of External Affairs*





**"The graphic on the cover page
represents the ongoing dialogue on
arms control and disarmament issues
in Canada and between Canadians
and the world community."**

. b 2089038 (E)
. b 2088988 (F)

Disarmament Fund Report

Department
of External Affairs

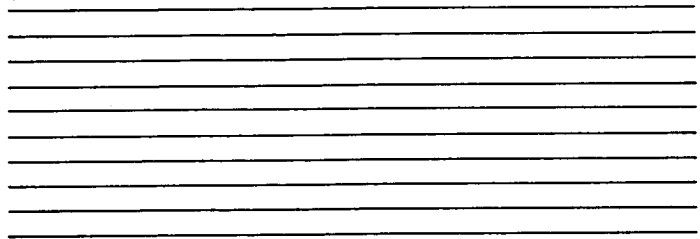
Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

OCT 18 1985

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-241-613

Contents



The Disarmament Fund	1
Disarmament Fund Criteria	8
How to Apply	10
Contributions and Grants from the Disarmament Fund FY 1984/85	12
Additional Financial Support	25
Diplomatic Activities	26

Remarks by the Secretary of State for External Affairs



We are fortunate to have in Canada a wide range of individuals and organizations with a deep knowledge of the complexities of the struggle for peace, security and disarmament. Through the operation of the Disarmament Fund, the Department of External Affairs is actively seeking to increase knowledge of these issues among Canadians and encourage their efforts to meet together and undertake a balanced discussion of arms control and disarmament issues, and to engage in a constructive dialogue with their government on these questions. Broader public awareness and involvement will enhance our ability to make a distinctive Canadian contribution to the international resolution of these issues.

I believe it is essential that Canadians play a greater role in the consideration of these fundamental issues which affect us all so profoundly. I am pleased that the Department of External Affairs is able to help encourage these efforts through the Disarmament Fund.

The Right Honorable Joe Clark
The Secretary of State for
External Affairs

March 29, 1985

Comment by the Ambassador for Disarmament

*"Since wars begin in the minds of men, it is
in the minds of men that the defences of peace
must be constructed."*

UNESCO Constitution

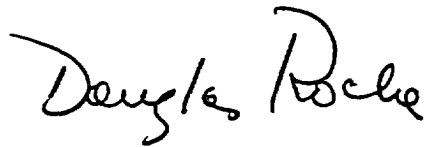
Throughout Canada, many concerned individuals and groups are working to inform the wider public of the critical issues of peace and security facing the world today.

There are tens of thousands of teachers, religious leaders, lawyers, scientists, students and parents committed to devoting their energies to a wide range of activities — both political and educational in nature.

The long-term educational activities of this widening body of Canadians is having a profound effect. The numerous public seminars, conferences and debates held throughout the country, as well as the hundreds of publications produced, are of fundamental importance in making the terrible complexities of the arms race comprehensible to the public.

Non-governmental organizations are uniquely and strategically placed to help develop an informed public opinion. And it is this public opinion that will contribute to the political process and thereby, the construction, development and support of policies which will advance the cause of peace, with freedom and justice.

The Disarmament Fund will play an increasingly important role in the development of greater understanding of the most crucial issue of our times.



Douglas Roche
Ambassador for Disarmament

The Disarmament Fund

- Four hundred women representing women's groups from Canada and throughout the world are meeting at Mount St. Vincent University in Halifax in June 1985 to discuss women's alternatives to negotiating peace and to share skills, experience and ideas on alternative ways to resolve conflict and build trust in the world community.
 - Scientists at McGill University's Institute of Air and Space Law are undertaking research projects relating to arms control, disarmament and outer space, including the identification of military space activities and the need for an international treaty regulating military space activities.
 - The activities of Project Ploughshares in 1985 include research and documentation projects, publications, Disarmament Week activities and a national conference, all linked to the broad theme of "Disarmament and Development."
 - The Prairie Christian Training Centre in Fort Qu'Appelle, Saskatchewan held a "Prairie Region Peacemakers Workshop" in September 1984 to bring together church groups in the Prairie region to discuss peace research and education projects.
 - The Canadian Centre for Arms Control and Disarmament in Ottawa is involved in a wide range of activities including a research programme, the organization of conferences and seminars, and the promotion of public education on arms control and disarmament issues.
 - In May 1985, the Arts Faculty at the University of Moncton is organizing an international conference involving over 500 participants on the themes "La politique, les armes et la paix; le développement et la paix; l'éducation et la paix."
 - The Peace Research Institute in Dundas, Ontario does research, publishing and educational activities that are recognized both in Canada and abroad. Among its best-known publications are the *Peace Research Abstracts Journal*, which contains abstracts of articles and books related to a variety of peace issues, and the *Peace Research Reviews*.
- These are just some of the 149 groups, organizations and individuals who have received financial assistance to date from the Department of External Affairs Disarmament Fund since its inception in the 1980-81 fiscal year. Through the operation of the Disarmament Fund, the Govern-



ment of Canada is encouraging Canadians to discuss, research and disseminate information on arms control and disarmament issues, and to provide their contribution to the discussion of these questions both in Canada and abroad.

Recipients of contributions from the Fund may be any non-governmental organization, formal or informal academic or public interest group or individual in Canada engaged in balanced discussions, research, dissemination of information or publishing of information material on the subject of disarmament and arms control or focusing on disarmament issues as part of an overall program.

History

The decision to establish the Disarmament Fund was taken in 1979 to stimulate information and research activities in Canada and a balanced discussion among Canadians of the major issues in the field of arms control and disarmament. The creation of the Disarmament Fund followed upon the first United Nations Special Session on Disarmament (UNSSOD I) in 1978 which called upon member nations to expand their efforts in the field of research, education, and informa-

tion dissemination on disarmament and arms control issues. The Canadian Government provided an initial allocation of \$60,000 to the Department of External Affairs in 1980 to set up the Disarmament Fund in the Arms Control and Disarmament Division. The Disarmament Fund initially comprised a contributions component which was restricted primarily to assisting groups in defraying speakers' expenses. The terms and conditions for contributions were expanded in 1982 to provide assistance to research and teaching facilities in Canada. The eligibility criteria were further expanded through the establishment of a grant component in the 1983-84 fiscal year.

Disarmament Fund Expenditures

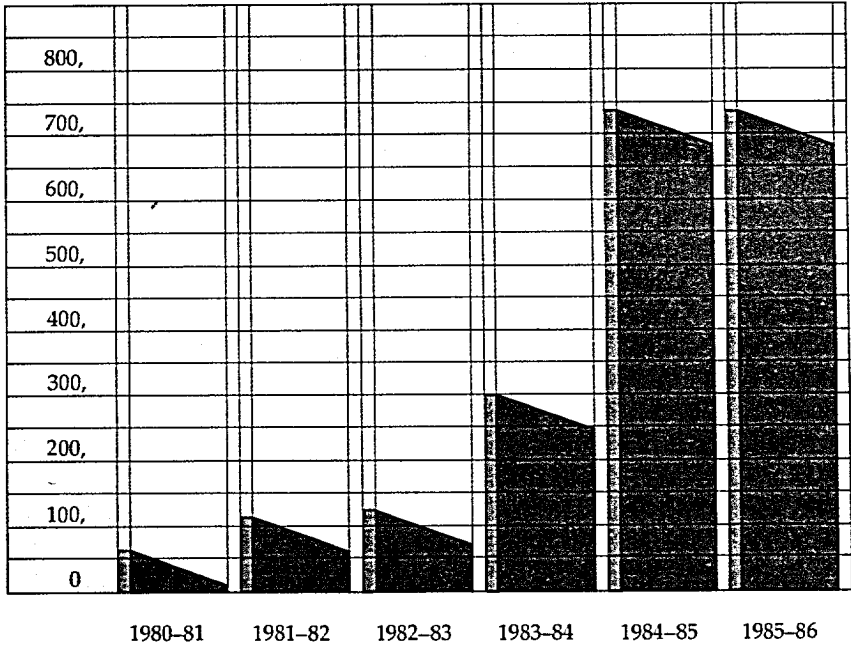
In the 1980-81 fiscal year disbursements from the Disarmament Fund were \$58,000 and grew to \$108,000 in the 1981-82 fiscal year. Included among the major Fund allocations were grants to Project Ploughshares to help fund its 1981 Disarmament Week activities, to the Peace Research Institute of Dundas, Ontario, to the Canadian Peace Research Education Association, and to the Canadian Pugwash Group to help defray the costs of a major con-



Disarmament Fund Total Disbursements Since 1980-81 Fiscal Year (includes contributions, grants, contracts and publications)

■ thousands of dollars

Estimated



3



ference on disarmament issues held at Banff, Alberta in August 1982. A portion of the Fund was also used to disseminate information material on arms control and disarmament issues to interested Canadians. As a first step, university depository libraries in Canada were provided with the documents of the Conference on Disarmament in Geneva for the years 1974-80 so that they would have complete sets available to researchers. These documents assist Canadian researchers to analyze the issues involved in recent efforts to reach arms control agreements on various categories of weapons.

Disarmament Fund allocations in the 1982-83 fiscal year were nearly \$110,000 and the number of projects supported totalled 21. Included were contributions to Peace Unearth to compile a directory of Canadian peace organizations, the Couchiching Institute, Physicians for Social Responsibility and the United Nations Association in Canada.

In the 1983-84 fiscal year the Disarmament Fund disbursements totalled \$300,000 and the number of projects supported was 41. Part of the new funding was directed towards a publication series for government-funded research and studies in the disarmament field. Included in this series was research

work done by Professor Bruno Schiefer of the University of Saskatchewan Toxicology Research Centre on possible chemical weapon use in Laos and Kampuchea.

The Disarmament Fund Today: \$753,000

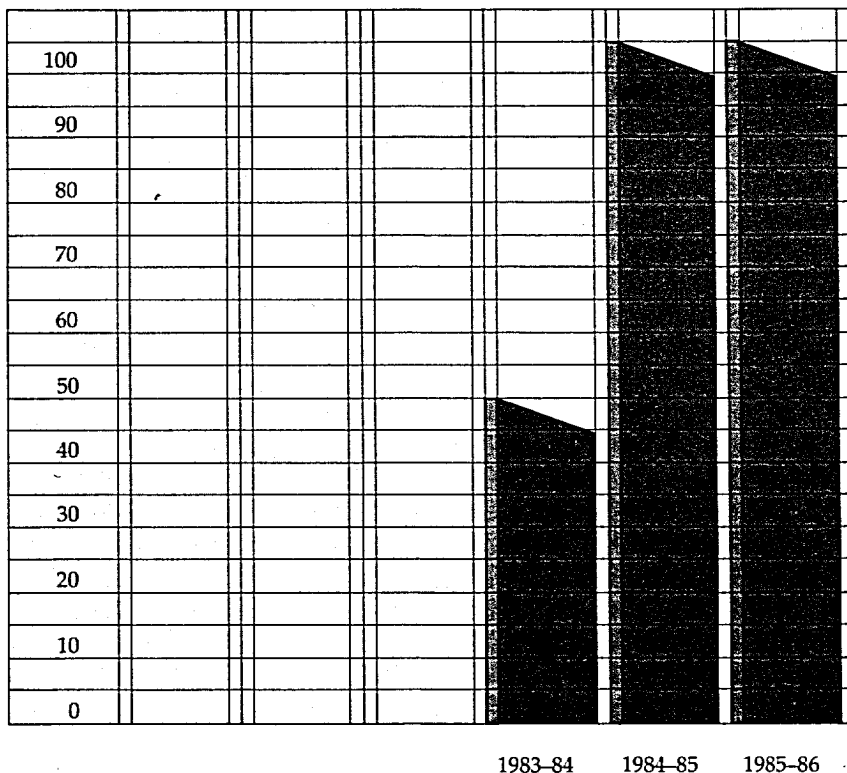
Disarmament Fund grants and contributions in the 1984-85 fiscal year allotments totalled \$575,000 while research and publication contracts totalled another \$178,000. There were 53 recipients including the McGill Centre of Research on Air and Space Law and a coalition of 26 women's groups organizing a conference entitled "Women's Alternatives for Negotiating Peace", at Mount St. Vincent University in Halifax in June 1985. The Canadian Institute for International Affairs, Science for Peace, the Canadian Coalition Conference Planning Committee and the Canadian Disarmament Information Service were among the other recipients. Disarmament Fund contributions (mainly for the organization of conferences) were also provided to a number of post-secondary institutions including the University of Moncton, Laval University, Carleton University, Simon Fraser University, the University of Manitoba, St. Mary's University, Trent University,



Grants Made From the Disarmament Fund Since 1983-84 Fiscal Year

■ thousands of dollars

Estimated



5

York University and the University of Toronto. In accordance with the Government's desire to expand the dialogue with concerned

Canadians on arms control and disarmament issues, assistance from the Disarmament Fund was also made available to organize a meeting of the Consultative



6
||
||
||
||
||
||
||

Group on Disarmament and Arms Control Affairs in November 1984. Fifty-one Canadians including private individuals, members of non-governmental organizations, peace associations and universities met with the Ambassador for Disarmament and members of the Department of External Affairs and the Department of National Defence. The Consultative Group was established in 1979 and meets periodically with officials of the Department of External Affairs and other interested Departments to exchange views on matters of mutual interest relevant to Canada's policies on disarmament and arms control.

Outlook

In keeping with the commitment of the Canadian Government to greater research and public information in the field of arms control and disarmament, and in response to an ever-increasing interest among the Canadian public and organizations, the Disarmament Fund will continue to be an important part of government efforts in promoting an informed dialogue on these issues among Canadians and with the world community. This commitment was reaffirmed by the Secretary of State for

External Affairs, the Right Honourable Joe Clark, in his address to the Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs on November 9, 1984, when he made the following statement:

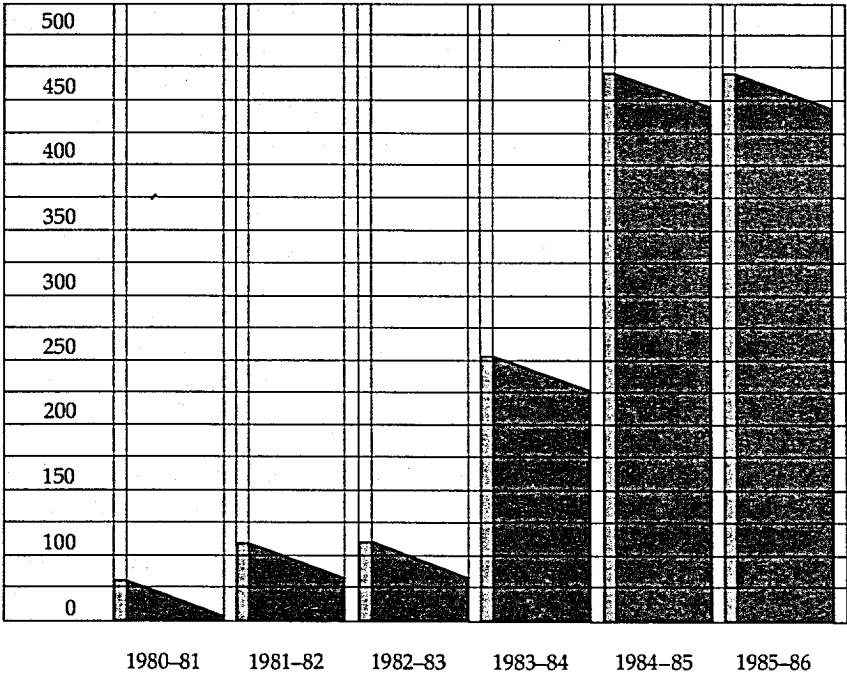
Canada has a serious responsibility to contribute to arms control and disarmament measures. The government is committed to putting into place a system that will provide collective security. I ask Canadians everywhere to join us by making their own practical contribution to this critical process.



Contributions Made From the Disarmament Fund Since 1980-81 Fiscal Year

■ thousands of dollars

Estimated



7
=====
=====
=====
=====
=====



Disarmament Fund Criteria (As of March 29, 1985)

A. Contributions Component

Recipients of contributions from this fund may be any non-government organization, formal or informal academic or public interest group or individual engaged in balanced discussions, research, dissemination of information or publication of information material on the subject of disarmament and arms control or in focusing on disarmament issues as part of an overall programme. The Disarmament Fund will assist in defraying the costs of a project only if it can be determined that it will promote a *balanced discussion* of arms control and disarmament issues.

Items susceptible to funding include the following:

Conferences/Seminars

- Certain expenses involved in organizing conferences or seminars in Canada directly related to arms control and disarmament issues.
- Travel expenses for a limited number of out-of-town speakers, resource persons or, in exceptional cases, others attending conferences or seminars.

Publications

- The Disarmament Fund is prepared to fund the publication of balanced information material, periodicals, or the collection of books and films by groups or organizations that will be consulted by the general public and used as reference material. A complete list of materials to be published or purchased must be submitted in detail (i.e., title, publication, printing costs) at the time of the request. Included in this category, for example, might be the publication of proceedings of conferences or seminars. Requests for assistance in the publication of proceedings are considered only *following* a conference.

Equipment

- Requests for capital purchases of equipment may be considered on a case-by-case basis but only in exceptional circumstances.

Education

- Funding will be considered only for proposals of an educational nature that involve scientifically sound research projects which would further the knowledge of arms control and disarmament issues in Canada and which may be of



relevance to the ongoing operational requirements of the Canadian Government.

- Funding may also be considered for the publication and dissemination of information stemming from these projects.

Note:

Contributions are *not* normally provided for:

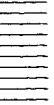
- an organization's start-up costs (i.e., "seed money");
- an organization's ongoing activity or for administrative costs such as salaries, office rental or telephone charges;
- the costs of overseas conferences or projects;
- projects oriented toward introducing arms control and disarmament material into public or secondary school curricula;
- the payment of speaker's fees at conferences or seminars.

B. Grants Component

- Speaker's fees and writer's salaries (in the case of publications) may be covered by the grants component. Requests for grants to cover specified operational or organizational costs may be considered on a case-by-case basis but only in exceptional circumstances.

Note:

- Grants are *not* provided for cultural/education/research exchange programmes or public relations projects or programmes which serve primarily to promote the internal activities of the grant applicant.



How to Apply

A request for financial assistance must be accompanied by a completed "Request for Contribution" form. This form can be obtained by writing to the following address:

Disarmament Fund Secretary
Arms Control and
Disarmament Division
Department of External Affairs
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

10 The "Request for Contribution" form should be completed in as much detail as possible. This information, along with a detailed budget enumerating other sources of funding and a breakdown of how the funds requested are to be utilized, is essential for the consideration of any request. A list of confirmed speakers at conferences and the finalized programmes are also required.

The *Disarmament Fund Grants and Contributions Committee* meets periodically to consider requests for funding and consists of the Ambassador for Disarmament, the Director General of the International Security and Arms Control Bureau, the Director of the Arms Control and Disarmament Division and the Secretary of the Disarmament Fund (or those acting in their place). To ensure the best return for funds granted, each application is evalu-

ated by the Committee in a manner consistent with Canadian Government objectives on the basis of utility in promoting the balanced discussion of arms control and disarmament issues in Canada, as deemed appropriate by the Committee.

The normal turnover period for applications can be up to two months so submissions should be made well in advance of the actual date of the activity.

An important factor in determining the degree of public interest in and support for an activity, as well as the amount of a contribution from the Disarmament Fund, will be the extent to which funding has been obtained from alternate sources.



Financial Accountability

Successful applicants will be asked to sign a "Contribution Agreement" with the Department of External Affairs outlining the terms and conditions that govern the acceptance of the contribution. Following this, a cheque will be posted to the recipient.

In the *sixty calendar days* following the activity or disbursement of these funds, the recipient must provide a general report on the event and a detailed financial statement outlining the total costs of the project as well as the expenses defrayed through the Disarmament Fund contribution. Contributions must be spent for the purposes for which they were originally authorized. Any unused portion of the contribution is to be refunded to the Disarmament Fund at the time of the financial accounting.

Grants are not subject to the accounting procedures outlined above as they are unconditional payments without an audit requirement. However, it is suggested that basic records and receipts be kept for a certain period of time following receipt of the grant.



Contributions and Grants from the Disarmament Fund FY 1984/85

A. Assistance to Research and Teaching Facilities — Contributions

Participation in a May 1984 conference at Ditchley Park entitled "The Means of Settling Disputes Peacefully in Present Times: Insulation of Disputes from the Superpower Rivalry." Presented by the Ditchley Foundation. Prof. Henry Wiseman, Department of Political Studies, University of Guelph. \$ 600.00

12 University of Toronto Centre for International
Studies
Contribution to defray travel, accommodation and related expenses for speakers invited to the conference on "Canadian and International Security Institutions" June 14-15, 1984 at Trinity College, University of Toronto. \$ 3,250.00

Carleton University — Speakers Program Lecturers for a final-year undergraduate course entitled "Technology and Society: The Arms Race" that examined various aspects of the arms race with particular emphasis on the impediments to the control of armaments. \$ 1,700.00

McGill Centre for Research on Air and Space Law (an autonomous entity within the Institute of Air and Space Law)
Contribution to assist in defraying the expenses of a course on arms control and disarmament issues that included a series of lectures on the military use of outer space, and the acquisition of a collection of books on arms control and disarmament for the Centre's Library. Jean-Louis Magdelénat, Assistant Director, Institute of Air and Space Law, McGill University. \$ 16,750.00



York University — Conference on Confidence Building Measures (CBM)
Prof. R.B. Byers, York University Research Programme in Strategic Studies. International Conference on Confidence-Building Measures and publication of conference papers.
Montreal, October 15-16, 1984. \$ 15,000.00

Simon Fraser University — Conference entitled "Deciding to Disarm: The Paradoxes of Confrontation," October 12-14, 1984. Discussions dealt with the conceptual and philosophical problems inherent in the decision-making process central to arms control and disarmament. \$ 15,000.00

University of Manitoba, Dept. of Political Studies
Conference on "International Security in the Nuclear Age: Alternative Approaches". \$ 10,250.00

Carleton University, Ottawa,
Technology, Society and Environment Studies Committee
Publication of a pamphlet based on a lecture on "The Politics and Economics of Reversing the Arms Race" by Professor S. Melman of Columbia University. \$ 1,890.00



B. Other Contributions

Canadian Institute for International Affairs
Contribution for a conference on "International
Security and the Peace Movement" and for the
publication of a monograph on Canadian security
policy and the Canadian peace movement.
Toronto, June 1984. \$ 13,500.00

14
International Ocean Institute: Participation in
Pacem Maribus XIII
Seminar on Denuclearization of the Ocean in
Stockholm, May 11-14, 1984.
Prof. Elizabeth Borgese, Department of Political
Science, Dalhousie University, Halifax, N.S. \$ 1,200.00

Mouvement Etudiant Pugwash/Club des
Relations Internationales
Study session on strategic policy.
Theme: "Washington, a strategic study think
tank" A contribution to defray part of the
costs for a group trip to Washington where the
study session was held.
May 6-11, 1984. \$ 2,000.00

United Nations Association in Canada
Ten briefing papers in the 1984/85 fiscal year,
designed to provide concise factual information
on important international issues such as arms
control and disarmament topics; as a resource for
high school, community college and university
students across the country. \$ 17,931.50

World Conference on Religion for Peace
Contribution to defray the cost of one airfare to
the World Conference in Nairobi, August 23-31,
1984.
Theme: "Religion for Human Dignity and World
Peace".

\$ 1,490.00

World Federalists of Canada
Contribution to defray travel and accommodation
for speakers at conference entitled "Harmony
for a Small Planet: Creative Approaches
to Peace and Security", May 19, 1984 at
Glendon College, Toronto.

\$ 300.00

Project Ploughshares
Contribution to defray the cost of activities in
1984:

- expansion of research and documentation
centre
- dissemination of information and public
education
- strengthening local groups and community
involvement
- Disarmament Week 1984 activities.

\$ 20,000.00

Prairie Christian Training Centre
Contribution to defray publicity costs for a
peacemakers' regional workshop, September
14-16, 1984 in Fort Qu'Appelle, Saskatchewan.

\$ 878.00



Other Contributions (cont.)

Forum on Nuclear Policies
Public Debate, City Hall, Ottawa, March 6, 1984
"NATO's Nuclear Strategy: Will It Prevent War?"
The Objective was to provide the general public with an opportunity to weigh two sides to a crucial question for all citizens of the West who are concerned about the most effective method of maintaining peace. Debaters were C.R. Nixon and William Epstein.

\$ 520.00

16
====
====
====
====
====
Planetary Association for Clean Energy
Contribution to defray the costs of editing, printing, and distributing the proceedings of the conference on "Peace: 1984 and After" that took place October 22-23, 1983 in Ottawa.

\$ 16,450.00

Ontario Institute for Studies in Education (OISE)
Contribution to defray expenses for a conference in Toronto on "Women and Education for Peace and Non-Violence", September 29-30, 1984.
An opportunity for Canadian scholars working in the area of the history of women and education for peace to make contact with one another and with a selection of international scholars.

\$ 1,160.20

Operation Dismantle — Quinte Branch
Quinte Peace Film Festival
Festival consisted of a selection of films dealing with the topics of nuclear war, the arms race, and disarmament and arms control, followed by a panel discussion featuring representatives of the governments of the United States, the Soviet Union and Canada. Belleville, Ontario, September 14-15, 1984.

\$ 1,287.10



Trent University

Public Lecture Series/Conference on the Arms
Race.

Lecture series providing background on "Nuclear
Arms and their Effects," September 25 to
October 23, 1984; Conference October 27, 1984.
Peterborough, Ontario.

\$ 1,570.00

Service d'information sur le désarmement,
Montreal

Contribution in September 1984 towards the
purchase of French-language books and films and
equipment for the Service.

\$ 5,000.00

Voice of Women

Coalition of women's groups organizing a confer-
ence on "Feminine Options for Negotiating
Peace", at Mount St. Vincent University,
June 5-9, 1985. Participation expected to total
400 women from Canada and overseas. The
ideas and experiences of women will be shared in
the process of developing alternatives for negoti-
ating peace. These alternatives will be presented
to the United Nations Special Session in Nairobi
in July 1985 which marks the end of the Decade
for Women. This group will receive an additional
\$50,000 contribution in the 1985-86 fiscal year
for a total of \$150,000.

\$ 100,000.00



Other Contributions (cont.)

18 Canadian Centre for Arms Control and
Disarmament
Symposium/Workshop on the "Search for
Common Ground". This event brought together
a diverse group composed of arms control experts,
peace movement representatives, journalists,
officials from the Departments of External
Affairs, National Defence and the Privy Council
Office, businessmen and labour movement rep-
resentatives. Ottawa, December 1984. \$ 5,600.00

Canadian Pugwash Group
Contribution to assist in defraying expenses
relating to the printing and distribution of the
book "We Can Avert a Nuclear War", October
1984. \$ 1,300.00

Interfaith Program for Public Awareness of
Nuclar Issues, Toronto.
Contribution towards the third session on nuclear
arms of the Interfaith Hearings on Nuclear Issues.
"Canada's Involvement in the Nuclear Arms
Race." November 1984 \$ 10,580.00

Science for Peace
Contribution to the inter-university Workshop
on Peace Education which took place in
November 1983 at York University in Toronto.
Its aim was to provide the university community
with a deeper understanding of the possible
contributions of scholarship to the advance-
ment of peace. \$ 500.00



Laval University — Colloquium

Contribution toward the organization of a colloquium, "Militarism and Pacifism" at l'Université du Québec (Chicoutimi campus), May 22-25, 1985. The colloquium will highlight the various movements concerned with these problems as well as the bases or the approaches to support their analysis. Albert Legault, Laval University Political Science Department

\$ 6,827.10

Canadian Disarmament Information Service
Peace Calendar

Contribution made in January 1985 to assist the publication of the Peace Calendar which aims to present Canadians with an informative and balanced approach to arms control and disarmament.

\$ 20,000.00

York University

Contribution towards the expenses of a conference entitled "The Third Review of the NPT — A Time for Reassessment: Non-Proliferation and Global Security", May 16-17, 1985 at York University.

David Dewitt, Associate Professor, Political Science

Conference will provide a forum for an informed discussion of the future of the non-proliferation régime.

\$ 20,000.00



Other Contributions (cont.)

University of Moncton — Colloquium
Contribution toward the organization of the
Peace Colloquium at the University of Moncton,
May 8-10, 1985

Objectives:

- to increase awareness among the public at
large of the causes of war as well as strategies
to promote peace among nations;
- to present discussions promoting a peace
which can result in personal and national
liberation

20 \$ 15,000.00

Physicians for Social Responsibility (Vancouver)
Contributions towards the costs of the
Conference "Nuclear War: The Search for
Solutions" Vancouver, October 19-21, 1984, and
for the publication of the conference proceedings.

\$ 20,000.00

Saint Mary's University
Purchase of reading materials on arms control
and disarmament for the International Education
Centre. St. Mary's University, Halifax, Nova Scotia.

\$ 500.00

Peace Research Institute, (Dundas)
Contribution towards the purchase of word
processing equipment.

\$ 15,000.00

Reford-McCandless International Institute
Contribution towards the preparation for publi-
cation of a guide for youth groups and organi-
zers in Canada on how to organize activities
designed to stimulate interest in international
questions including arms control and disarmament
issues.

\$ 15,000.00



Project Ploughshares, Sarnia
Contribution to assist in defraying expenses
associated with a workshop on "The Implications
of the Arms Race and Alternatives to It."
February 23, 1985. \$ 375.00

Physicians for Social Responsibility (Canada)
Contribution towards the expenses of a national
conference on "Waging Peace in the Nuclear Age
— a Family and Community Affair."
Toronto, April 13, 1985. \$ 15,000.00

Science for Peace
Contribution towards the expenses of a sym-
posium on "European Security Requirements
and MBFR Negotiations".
Toronto, May 6-7, 1985. \$ 15,000.00

Canadian Coalition Conference Planning
Committee
Contribution towards the expenses of prepara-
tory meetings and a national conference leading
to the formation of a coalition of disarmament-
related organizations. \$ 25,000.00

Canadian Centre for Arms Control and
Disarmament
Contribution to assist in expenses of a seminar
series, development of the Centre library and
distribution of the Centre's publications. \$ 22,591.00

NGO Committee on Disarmament at the United
Nations Headquarters
Grant to defray the costs of publication, printing
and mailing the *Disarmament Times* to Canadian
non-governmental organizations and Members
of Parliament \$ 10,000.00



C. Grants

United Nations Association in Canada
(refer to previous contribution)
Grant in addition to contribution for briefing
papers in FY 1984-85. \$ 4,000.00

Peace Research Institute, Dundas
Publication of *Peace Research Abstracts*
Journal and *Peace Research Reviews*. \$ 18,800.00

Project Ploughshares
(refer to previous contribution)
Grant to defray costs of 1984 activities. \$ 30,000.00

Michel Fortmann
Grant to assist in hiring a research assistant for a
study on Confidence Building Measures (CBM)
decision making.
Michel Fortmann, Departement de Sciences
Politiques, Université de Montréal. \$ 2,200.00

Interprofessional Association for Nuclear Arms
Control, Toronto
Grant made in October 1984 to help defray the
costs of educational and informational activities
and publications on the question of nuclear arms
control. \$ 15,000.00

Reford McCandless International Institute
(refer to previous contribution)
Grant to assist in preparation of a guide for
youth groups and organizers in Canada. \$ 10,000.00



D. Commitment Grants

Independent Commission on Disarmament and Security Issues

"Palme Commission"

The 1984-85 grant was provided to assist the Commission in its activities in enhancing public awareness about international disarmament and security issues.

A contribution of \$160,000.00 was also made in FY 1980-81.

\$ 25,000.00

E. Contracts

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament

Organization of meeting of Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs, November 9-10, 1984 in Ottawa.

\$ 35,000.00

McGill University

Institute of Air and Space Law (IASL)

5-year contract for a research project relating to arms control, disarmament, and outer space. Topics include identification of military space activities and the need for an international treaty regulating military space activities.

\$ 56,504.00

McMaster University, Hamilton Department of Family Medicine, Dr. K. Ross Parker

Contract to conduct a survey of 7,000 Canadian children to determine their attitudes towards "living in a nuclear age" and their general concerns about their future.

\$ 20,000.00



F. Special Allocations from the Department of External Affairs

Contribution to the 1984 United Nations World Disarmament Campaign made in October 1984. Canada also made a contribution of \$100,000 in March 1983. This contribution was designed to assist the World Disarmament Campaign in its objective of developing public understanding and support for the United Nations' objectives in the field of arms control and disarmament.

\$ 100,000.00

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament

24
====
====
====
====
====
====
Annual standing grant to assist the Centre in its research programme, the organization of working conferences and study groups, and the promotion of education and media outreach programmes.

\$ 100,000.00

Additional Financial Support

The Department of External Affairs is also funding other research and public information activities in this area. The Verification Program of the Arms Control and Disarmament Division is involved in the analysis of the verification process and research into techniques and approaches to the verification of compliance with existing or prospective arms control and disarmament agreements. The Department of External Affairs also provides an annual standing grant of \$100,000 to the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament which was set up in 1983 to promote research and public information activities and to organize working conferences and study groups on arms control and disarmament issues.

Another major contribution of \$100,000 made by the Department of External Affairs to the United Nations World Disarmament Campaign was announced by the Ambassador for Disarmament, Mr. Douglas Roche, at the United Nations Pledging Conference for the World Disarmament Campaign on October 24, 1984. This was the second such contribution made by the Government of Canada to the World Disarmament Campaign and reflected its continuing support for United Nations efforts to inform, educate and generate public understand-

ing of the efforts being made in the field of arms limitation and disarmament.

The new Canadian Institute for International Peace and Security was created by Parliament in 1984 with all-party consensus on a bill sponsored by the Secretary of State for External Affairs. It is funded annually through direct Parliamentary appropriations. Financing for the 1984-85 fiscal year is \$1.5 million, increasing to \$5 million by the 1988-89 fiscal year. The Institute will seek to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective and will foster, fund and conduct research on matters relating to peace and security. Another task will be to collect and disseminate information on these issues and encourage public discussion.



Diplomatic Activities

The Disarmament Fund is but one small part of the Canadian Government's overall activities in the field of arms control and disarmament. The government of Canada is working actively in a wide range of multilateral fora and through bilateral discussions to influence and contribute to the process of arms control and disarmament. In its efforts, Canada is one of the few countries, aside from the super-powers, which is a member of virtually every multilateral arms control and disarmament deliberative or negotiating body: the First Committee and General Assembly of the United Nations in New York; the United Nations Disarmament Commission; the negotiating arm of the U.N., the Conference on Disarmament in Geneva; the Mutual Balanced Force Reduction Talks in Vienna (MBFR); the Stockholm Conference on Confidence- and Security-Building Measures and Disarmament in Europe (CCSBMDE). Canada is also involved in the whole range of arms control discussions which take place within the NATO alliance and bilaterally with its

allies. In addition, regular and detailed arms control consultations are held with the Soviet Union and its East European allies in the multilateral fora as well as bilaterally.

This endows Canada with both special privileges and responsibilities in ensuring that progress is made toward true security at lower levels of armaments — both nuclear and conventional. Canada does not work alone on these issues; it works in concert with its NATO allies and with the members of the United Nations. Canada does, however, play a leading role.



Selected Comments

York University

R.B. Byers, Director, Research Programme in Strategic Studies

"On behalf of the Research Programme and York University, I would like to thank the Department of External Affairs for their generous contribution towards our October Conference on CBMs."

Club des Relations Internationales, University of Montreal

Lucie Stojak, responsable du financement (conference)

«(nous) aimerions profiter de cette occasion pour vous remercier encore une fois de votre apport financier. Vous avez grandement contribué au succès de notre congrès.

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament, Ottawa

John Lamb, Executive Director

"On behalf of the Centre, I would like to thank you and your Division for all the hard work and persistence which led to this grant. With it we look forward to continuing and expanding the Centre's research and public education programmes in the arms control field. The Government's readiness to support us in doing so is very much to its credit."

UN Department of Disarmament, New York

Jan Martenson, Under-Secretary General (World Disarmament Campaign)

"I am particularly impressed by the fact that Canada is among the few member states to make a double contribution to the Campaign Fund. It will indeed help further the goals of the Campaign and we are grateful for your generosity."

Prairie Christian Training Centre
Fort Qu'Appelle, Sask.

Floyd Howlett, Education Resource Team

"I would like to report that we had a very worthwhile conference with a total of 38 people, including participants and leaders. There were people present from Manitoba, Saskatchewan and Alberta. . . . We are grateful for the assistance of the Disarmament Fund Division in helping to make this conference possible."

University of Toronto

Centre for International Studies — Robert Spencer, Director

"We very much appreciate the Department's generous support for our conference on Canada and International Security Institutions, June 14-15, 1984."

World Federalists of Canada

Kathryn Pineau, President — Toronto

"We thank you for your support and wish to commend the Department of External Affairs for making money available for work related to international security."

Canadian Disarmament Information Service (CANDIS), Toronto
John O'Leary, Director (Peace Calendar)

"The support of the Arms Control and Disarmament Division for this public educational effort is deeply appreciated by all of us, including our readers."

Ontario Institute for Studies in Education (OISE)
Ruth Roach Pierson (Centre for Women's Studies in Education)

"May I take this opportunity to thank the Arms Control and Disarmament Division of the Department of External Affairs for the important contribution it made to the success of the Conference on Women and Education for Peace and Non-Violence sponsored by the OISE Centre for Women's Studies in Education."



